



Extrait du L'École Émancipée

<http://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article2659>

Parcoursup : coller, ou ne pas coller (au milieu) ? Là est la question !

- Syndicalisme -

Date de mise en ligne : mercredi 17 octobre 2018

L'École Émancipée

Durant l'année universitaire 2018-2019, le SNESUP-FSU s'est retrouvé, de manière un peu inhabituelle pour le syndicat majoritaire des enseignant-es-chercheur-es et enseignant-es du supérieur, à contre-courant du milieu universitaire en appelant à lutter contre Parcoursup.

Bien que le SNESUP-FSU ait participé en partie aux innombrables réunions de « concertation » de façade organisées par le ministère en six semaines, dès les annonces à la fin octobre du dispositif prévu, son opposition a été claire. Globalement, la direction nationale n'a pas montré trop de divergences dans l'analyse des mesures et de leurs conséquences pour les néo-bachelier-es en termes de tri social. Les discussions internes ont surtout porté sur les moyens à employer pour mobiliser les collègues, et les actions à proposer ou, à défaut, celles à soutenir (ou non).

En effet, cette réforme n'implique pas actuellement d'atteinte directe aux statuts, et donne l'espoir de conditions de travail améliorées avec la limitation des effectifs étudiants dans les formations par l'instauration des capacités d'accueil (pourtant toutes augmentées ou presque pour 2018-2019, sans moyens supplémentaires réels). À part peut-être en lettres et sciences humaines sociales, les collègues se sont montré-es assez peu concerné-es, quand ils/elles n'étaient pas secrètement ou ouvertement favorables à une sélection importante à l'entrée de l'université, qui « redorerait son blason ».

Retour sur la LRU

Cette situation me rappelle beaucoup celle de 2007-2008 et de la lutte contre la loi LRU : beaucoup de collègues ne voulaient pas s'opposer à la réforme, au motif que la situation des universités n'était pas bonne et qu'il fallait la changer. Bien que les analyses du SNESUP sur la loi LRU se soient révélées très justes au fil du temps, la même configuration s'est retrouvée en 2017-2018, avec une mobilisation des enseignant-es globalement très faible, et un mouvement étudiant médiatisé, plus large en 2007 qu'en 2018, mais à l'époque, le mouvement anti-CPE de 2006 avait contribué à former des militant-es et les blocages d'universités n'étaient pas sauvagement réprimés, contrairement à ceux de 2018.

Cette position apparemment « à contrecourant » de l'opinion dominante dans le milieu a donné lieu à quelques démissions d'adhérent-es, explicitées par un désaccord avec la position du SNESUP-FSU, mais pas non plus à une vague importante de démissions pour ce motif et, si les effectifs du syndicat sont encore en baisse en 2017-2018, la perte n'est pas plus importante que celle observée les années précédentes.

Une contradiction à gérer

Cette mise en contradiction du syndicat et du « milieu » rend plus aiguës les difficultés déjà perceptibles depuis la loi LRU, de la tendance Action syndicale (AS) qui fait encore 50 % des voix sur l'orientation pour définir la ligne qu'elle veut porter. En effet, tout comme la tendance U&A au niveau de la FSU dans laquelle elle se reconnaît, AS porte la volonté réaffirmée maintes fois que le syndicat « colle au milieu », en vue d'un syndicalisme de masse qui donne le pouvoir de négociation auprès du ministère, et qu'il participe à la cogestion des établissements. Mais comment « coller au milieu » quand celui-ci semble devenir majoritairement en désaccord avec les fondements idéologiques du syndicat ? L'espoir de retourner rapidement l'opinion dudit « milieu » étant mince, si aucun mouvement social de masse ne vient bouleverser la situation politique, une des questions qui se poseront donc au prochain congrès d'orientation du SNESUP-FSU sera donc de savoir s'il accepte d'affronter une traversée du désert encore plus aride que celle des dernières années, en restant sur ses bases idéologiques actuelles, ou s'il s'oriente vers un syndicalisme frère de celui du SGEN-CFDT, qui s'accommode très bien de toutes les réformes et fait semblant de gagner des inflexions. Dans les deux cas, en termes de construction du syndicat et d'adhésions, il y a

Parcoursup : coller, ou ne pas coller (au milieu) ? Là est la question !

un risque : la première option n'amènerait que peu de nouvelles adhésions, car les collègues favorables au néo-libéralisme ne voient pas d'intérêt à se syndiquer, qui plus est à une organisation qui porte une vision contraire à la leur, et les adhésions de collègues encore en accord avec le SNESUP-FSU ne compenseront probablement pas l'effet « papy-boom » actuel des départs à la retraite suivis de démissions. La seconde option entraînerait à coup sûr un départ d'adhérent-es, et surtout de militant-es, qui ne se reconnaîtraient plus dans une ligne trop accommodante avec les politiques néo-libérales. Une troisième voie existe-t-elle ?

Ces questions se posent, me semble-t-il, plus globalement dans tous les syndicats nationaux de la FSU, et donc dans la FSU, dont l'existence se retrouve aussi en discussion, car une barricade n'a que deux côtés...

CLAIRE BORNAIS, MEMBRE DU SECRÉTARIAT NATIONAL DU SNESUP-FSU